

Rwanda : 25 ans après le génocide



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 09 avril 2019

Source [Boulevard Voltaire] Il y a 25 ans a été perpétré, au Rwanda, un terrible génocide. Le Rwanda est une ancienne colonie belge connue pour ses rivalités historiques entre les Tutsis minoritaires mais choisis par le pouvoir colonial pour contrôler le pays sur la majorité hutue.

La France a entretenu une coopération militaire avec le régime de Juvénal Habyarimana – président hutu – pendant des années alors qu’il faisait face à des attaques militaires du FPR – des Tutsis dirigés par Paul Kagame – à partir de l’Ouganda.

La France a été très fortement critiquée pour son action, surtout par les médias et ONG anglo-saxons et des intérêts industriels dont l’objectif avéré est d’éliminer la présence française de cette région ; il ne faut pas être naïfs !

L’Élysée a décidé, aujourd’hui, de nommer une commission pour établir la vérité sur la tragédie du génocide du Rwanda en 1994 où les Hutus et Tutsis se sont massacrés réciproquement, et qui fit sans doute près d’un million de morts.

La France a été accusée de toutes les turpitudes dans cette tragédie, mais c’est oublier un peu vite que la France a été la première – après le pape – à parler de génocide, au grand dam des Américains qui ne souhaitaient pas qualifier ces massacres de génocide, car une telle qualification oblige les États à intervenir.

La France, après les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies, a été le seul pays à intervenir sur le terrain pour faire arrêter les massacres perpétrés des deux côtés, par les Tutsis et les Hutus (opération Turquoise).

J’ai participé à la mission d’information de l’Assemblée nationale, dont le rapport a été rendu public le 15 décembre 1998. Cette mission a duré six mois et ma profonde conviction est la suivante : la France n’a pas à rougir de son action au Rwanda, et ce, d’autant plus qu’elle n’avait aucune troupe sur place aux moments des faits.

Bien plus, le président de la République François Mitterrand poussait le gouvernement de Juvénal Habyarimana à trouver un accord politique avec Kagame pour des élections, ce qui devait se concrétiser dans les accords d’Arusha, élections dont Kagame ne voulait en aucun cas, préférant prendre le pouvoir par la force – ce qu’il fit !

Lorsque l’avion du président rwandais Habyarimana a été abattu le 6 avril 1994, François Mitterrand a déclaré qu’il craignait le pire ; il a alors ordonné l’évacuation de tout le personnel de l’ambassade, personnel diplomatique et Africains hutus et tutsis ; c’est l’opération Amaryllis du 8 avril 1994 : plus de 1.400 Européens et Africains ont été évacués, qu’ils soient hutus ou tutsis !

La commission nommée par l’Élysée devrait accéder à toutes les archives françaises, très bien !

Mais, dans ce cas, il serait utile et très intéressant d'accéder aux archives rwandaises, si elles existent encore.

Car Paul Kagame, l'actuel chef de l'État rwandais, qui a militairement attaqué le Rwanda à partir de l'Ouganda, et a été armé par les Américains, a éliminé, depuis, ses propres complices en les faisant assassiner. C'est le cas de son chef des services de renseignement Patrick Karegeya, retrouvé mort à Johannesburg en Janvier 2014, alors qu'il affirmait que Kagame était responsable de la mort de Juvénal Habyarimana !

Dans cette tragédie, la France – tous gouvernements confondus – n'a pas à rougir de son action, bien au contraire. En revanche, il est incompréhensible que le gouvernement actuel fasse la cour à Kigali et à un régime qui n'a de cesse de vomir sur la France.

Récemment encore, Paul Kagame, afin de masquer les très graves accusations de la Justice française – enquêtes du juge Bruguière -, a demandé au cabinet d'avocats américain Cunningham Levy Muse un rapport à charge contre la France. Ce rapport du 13 décembre 2017 recommande à Paul Kagame de poursuivre ses investigations contre les responsables français !

Ce n'est là, en réalité, qu'un écran de fumée pour masquer ses propres crimes !

« Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose », comme on dit depuis Beaumarchais.

Mais il y a une chose plus forte que la calomnie, c'est la vérité.

Eh bien, Monsieur Kagame, ouvrez donc vos archives aux historiens... si elles n'ont pas été détruites opportunément !